

POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE de l'ÉDUCATION NATIONALE

En dépit de la colère sociale qui s'exacerbe, en dépit des difficultés qui vont croissant, Macron n'en poursuit pas moins sa politique contre les salariés et la jeunesse.

Le gouvernement n'a ainsi pas renoncé à supprimer 120 000 postes de fonctionnaires et à disloquer leur statut, à disloquer notamment le statut des enseignants (réforme du recrutement et de la formation, réduction drastique du rôle des commissions paritaires, autonomie accrue des établissements, fin du code des pensions, etc.).

Il poursuit la mise en œuvre de la réforme du bac, du lycée, des programmes, avec une individualisation des parcours scolaires et des réductions massives de postes à la clef. Il maintient le dispositif Parcoursup introduisant la sélection à l'entrée de l'université et instaurant une orientation contrainte. Et chaque semaine, il annonce de nouvelles attaques : il prévoit ainsi la mise en place d'un "service civique universel" obligatoire (SNU) pour embrigader et formater la jeunesse, service qui sera instauré pour une part durant l'année scolaire et pour l'autre durant les vacances.

Et il vient d'annoncer que désormais les frais d'inscription des étudiants étrangers passeraient de 2 à 3 centaines d'euros à 2 à 3 milliers d'euros (en attendant que cette mesure soit élargie à tous les étudiants).

Une riposte unie indispensable

Mettre à profit les résistances qui s'amplifient contre la politique de Macron, briser cette politique réactionnaire implique que les organisations syndicales, que les organisations de la jeunesse engagent la bataille sur des mots d'ordre clairs et réalisent l'unité sur ces revendications.

Sur cette voie, c'est un pas en avant décisif que vient de réaliser l'UNL (Union Nationale Lycéenne) qui a appelé les lycéens à engager le combat sur quatre mots d'ordre limpides (cf. l'appel au dos) :

- Abrogation de la loi ORE et de Parcoursup
- Abrogation de la réforme du bac et du lycée
- Abrogation de la réforme de la voie professionnelle
- Abandon du projet du SNU

Dès le vendredi, par dizaines, des lycées ont été touchés par la grève et les blocages.

Ces revendications sont les nôtres : les syndicats enseignants doivent les reprendre à leur compte, appeler à mobiliser aux côtés des lycéens.

Simultanément, à l'université, un appel unitaire a été diffusé contre la hausse des droits d'inscription. L'appel à manifester le 1^{er} décembre lancé par l'UNEF et les associations d'étudiants étrangers, a été relayé par "*l'inter-organisations de la jeunesse*".

Cette revendication est aussi la nôtre, elle doit être reprise par les syndicats enseignants. Sur ces bases, les syndicats nationaux doivent appeler à la grève générale de l'Éducation nationale. En tout état de cause, les syndicats de l'enseignement ne peuvent laisser les lycéens seuls face à la répression.

Pour un combat efficace

Organiser la mobilisation unitaire, porter un coup d'arrêt à la politique du gouvernement, imposer la satisfaction de nos revendications implique, bien sûr, de rompre le dialogue social avec le gouvernement, de refuser les sempiternelles concertations que Macron et ses sbires ne cessent de relancer pour faire cautionner leurs projets.

Sur la base de mots d'ordre clairs, il est possible de structurer un mouvement démocratique, incluant les syndicats, en convoquant des AG désignant des délégués mandatés (et des coordinations de villes, départementales et nationale, de délégués élus, intégrant les responsables syndicaux).

Ci-dessous, pour information, l'appel de l'UNL

Le 30/11/18 à Paris,

L'Union Nationale Lycéenne a mobilisé 40 000 lycéen·ne·s le 30 novembre, et appelle à une reconduction le 3 décembre !

Le vendredi 30 novembre 2018, 40 000 lycéen·ne·s se sont retrouvé·e·s dans la rue suite à l'appel à la mobilisation de l'UNL. Preuve que la politique du gouvernement ne plait plus. Les lycéen·ne·s sont sorti·e·s montrer leur désaccord face au gouvernement.

Dans toute la France avec un même mot d'ordre : fin de la casse de l'éducation ! Les lycéen·ne·s, variable d'ajustement du gouvernement depuis le début du quinquennat Macron ne veulent plus être abandonné·e·s. Nous sommes attaqué·e·s de toute part :

- Sélection à l'entrée de l'université
- Fin de l'égalité pour tou·te·s au lycée général et la pré-sélection
- Infiltration des intérêts privés dans l'enseignement professionnel
- Le Service National Universel (SNU) et obligatoire.

Le gouvernement n'a pas voulu nous écouter mais nous on prend notre revanche.

Pour contester ces politiques, une centaine de blocus de lycées ont eu lieu ce matin. La jeunesse ne veut pas d'une éducation à deux vitesses, et qu'on impose ses choix d'avenir.

Nous voulons :

- Abrogation de la loi ORE et de Parcoursup
- Abrogation de la réforme du baccalauréat et du lycée
- Abrogation de la réforme de la voix professionnelle
- Abandon du projet du SNU.

L'Union Nationale Lycéenne félicite tou·te·s les lycéen·ne·s mobilisé·e·s et appelle à continuer la mobilisation lundi 3 décembre 2018. Les lycéen·ne·s ne s'arrêteront pas devant l'adversité ! Le gouvernement doit reculer.

Contact Presse : Louis Boyard, Président de l'UNL : 0695728764

